

2

JAUNE

2

LE JOURNAL POUR GAGNER

NUMERO 2 - JAUNE.NOBLOGS.ORG - LISEZJAUNE@RISEUP.NET - GRATUIT (PRIX COÛTANT 20 CENTIMES)



La première saison des gilets jaunes s'achève. Nous entrons dans la seconde avec appréhension : le mouvement tiendra-t-il ? Le pouvoir macronien, de son côté, a montré sa capacité d'adaptation et de résistance. Pour l'instant, lui aussi, bien qu'amoché, tient. Mais cette confrontation avec le petit César est aussi une forme d'illusion. Nous n'y remporterons aucune victoire définitive, ce n'est qu'un méchant de fin de niveau, comme dans un jeu-vidéo.

Sous la surface de ce gouvernement, des forces bien plus grandes que le mauvais duo comique Macron-Benalla sont à l'œuvre. La puissance des possédants, les capitalistes, nous n'avons fait que l'effleurer. C'est déjà énorme. Le capital est un système immense et fragile. L'effleurer suffit presque à l'enrhumer tant il craint les courants d'airs.

Et la bourrasque approche : nous ne sommes pas des experts en économie, mais tout indique qu'une nouvelle crise économique couve. Gardons nous de faire des prévisions précises. Mais disons que la fébrilité qui règne aujourd'hui chez les boursicoteurs pue l'accès de fièvre. Le système claque des dents.

Les États bandent des muscles bien faiblards, se préparent au choc comme ils en ont l'habitude depuis dix ans, en essayant de grappiller encore un peu de nos retraites, notre chômage, nos salaires. Ils font du teasing pour leur prochain film et leur saga commence franchement à nous lasser parce qu'on perd toujours à la fin.

Macron ne veut rien lâcher pour une raison simple : il a dans son dos le mur des riches. Un mur de film d'horreur, bourré de dents, de mâchoires acérées qui claquent ... Car un peu partout sur ce globe, c'est leur place que les bourgeois défendent. S'en prendre à leur profit, c'est accélérer encore l'arrivée de la crise économique, dans laquelle toutes les ruines sont possibles y compris celles des plus gros. Mais le capitalisme, c'est une bête qu'on ne peut pas se contenter de blesser. Si on ne l'achève pas, elle viendra nous le faire comprendre. Pensons à la crise mondiale de 2008 et la cure d'austérité qui l'a suivie ... Ironiquement, c'est grâce à elle qu'on est ensemble dans la rue aujourd'hui ! Pour y mettre fin.

Allons jusqu'au bout de nos ambitions, elles sont belles, elles sont à la hauteur des efforts

que nous déployons. Nous voulons en finir avec ce qui nous exploite et nous opprime. Nous voulons rire le cœur léger. Ne plus nous gâcher l'existence dans le chagrin d'un boulot sans horizon. Ne plus enchaîner ces petits matins gris, seuls devant BFM, avant de partir à l'usine ou au bureau ou rester entre des murs trop proches - car où peut aller un chômeur désargenté, un retraité isolé ? Nous voulons VIVRE.

Notre mouvement est condamné à sortir de l'enfance. A s'endurcir, tenir sur la durée. Ce n'est pas nous qui le décidons, c'est l'ogre en face qui attend un faux pas pour nous bouffer tout cru. Ce numéro de JAUNE, à la différence du premier, aura donc un ton un peu plus sombre. Nous y parlons de prison, de répression, de nos difficultés aussi, et du deuil nécessaire de nos illusions. Le combat continue comme nous le rappellent les lettres de nos camarades emprisonnés au quatre coin de la France. Libérons-les, libérons-nous. Nous sommes déterminés. Les Gilets Jaunes triompheront.

SAISON 1

Le 17 novembre, les gilets jaunes ont fait irruption sur la scène publique. Nous étions partout, depuis les ronds points jusqu'à Touche Pas à Mon Poste. Cela faisait un moment que le feu couvait sous la cendre et le réveil est à la hauteur. C'était l'heure de la fin de la résignation. Depuis, trois mois ont passé : Une saison des gilets jaunes s'achève.

Quel réveil ! De l'immense manifestation sous forme de STOP, accolé aux ronds points des quatre coins de l'hexagone, a jailli à la fois une agitation permanente de la semaine, sous forme d'occupation, de blocage total ou filtrant, de klaxons et de gilets sur le tableau de bord, mais aussi des démonstrations de colère qui ont fait trembler le pouvoir. Aux incendies de préfecture, assauts sur les champs Élysée, barricades qui couvrent les rues de nos villes, ont répondu les glapissements d'un pouvoir aux abois, qui soudain pris conscience de l'ampleur d'une révolte trop longtemps contenue. Tout cela dans la fenêtre étroite d'un mois de décembre qui se rêvait juillet, voulait faire tomber le monarque et advenir que pourra.

Mais le temps est une drôle de bestiole, qui rattrape les sprinters à la course dès qu'ils se retournent. Et à peine étions

nous rassurés d'avoir tenu les fêtes, que nous étions embarqués dans le huitième round d'un combat de boxe aux allures de jeu de massacres. C'est que round après round l'adversaire frappe fort, à l'arbitre de son côté, lâche ses coups, nous fatigue. Et le public s'il soutient, n'en est pas encore à intervenir et monter sur le ring.

Les milliers de gardés à vue, les centaines de prisonniers sont autant de forces vives que le pouvoir nous aspire. Paris, qui a concentré un temps une masse immense et distrait énormément de forces de l'ordre, n'a pu suivre la surenchère violente d'une police qu'on disait prête au meurtre, d'un pouvoir qui menace, mutile, et emprisonne samedi après samedi les manifestants.

Alors, une fois passé la frayeur d'une insurrection qui forçait l'Etat à se défendre et à fixer sur Paris, centralisation oblige, une part critique des policiers disponibles, la répression a pu frapper plus fort ailleurs. Le pouvoir a pu nous encercler à son tour, lui qui hier encore claquait des dents. Et l'empire a contre attaqué, à commencer par nos bases, les ronds points. Oh, bien sûr, nous avons répondu et nous avons marqué des points. A chaque offensive de leur part

nous nous sommes débattus, au prix d'un engagement du quotidien.

Et cet engagement a fini par produire une coupure, entre la semaine et le samedi. Au fur et à mesure que nous répondions à l'offensive contre les ronds points par la structuration, le mouvement a pris un mauvais pli, hélas difficilement évitable : il est en partie sorti de l'espace public ou plutôt, il en a été chassé. Par la police, bien aidée d'une vague de froid dont nous nous souvenons tous. Mais les résultats nous les connaissons : semaine et samedi se sont éloignés.

La grève générale est alors apparue pour certains, comme le moyen de retrouver de la force, en transformant chaque jour en samedi. Mais nous avons eu le malheur d'espérer. Or l'espoir est notre ennemi. Il signifie s'en remettre à l'attente. Depuis le début de ce mouvement, nous étions sortis de l'attente pour entrer dans l'action. A la veille de la fin de la première saison des gilets jaunes, nous sommes retombés dans l'attente, d'une prochaine date, du retour de la force.

Et malgré tout ce que nous savions sur l'état de faiblesse du syndicalisme en France, chacun a cru que bien informés en connaissance des enjeux, tous les autres pourraient croiser les bras, dans

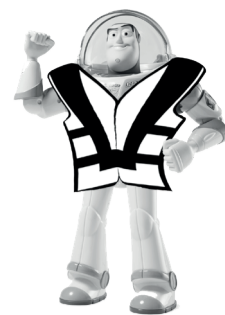
une grande grève générale portée par les syndicats.

Patatra.

Nous en étions là, le 6 février. Quand nous avons compris que cette grève n'était pas à la hauteur des attentes. Que le combat ne fait que commencer. Mais déjà, un nouveau round s'annonce et nous sommes debout. Les leçons de chaque phase de combat, nous les assimilons dans notre chair. La grève qui marche ne provient pas d'une décision d'en haut. Elle sera toutes celles que nous lancerons à la base, qui se rejoindront comme les sources d'un torrent.

Pour l'heure, armons nous de détermination. Nous avons tant à faire ! A commencer par faire vivre au quotidien la solidarité née sur les ronds points. Bientôt, la rupture de trêve hivernale enverra à la rue des milliers de personnes. Les prix continuent de monter. Les huissiers guettent les plus pauvres d'entre nous. Les chômeurs font l'objet d'une vaste offensive. Ne laissons rien passer.

La victoire nous attend, elle observe le combat, sans baisser les yeux devant les regards de haines que lui jettent les possédants. Elle tient l'avenir serrée dans ses mains fines.



POUR PARLER UN PEU DE STRATÉGIE...

Dans ce petit question-réponse, nous revenons sur quelques unes des propositions tactiques ou stratégiques qui circulent dans le mouvement des gilets jaunes.

Retirer son argent des banques ?

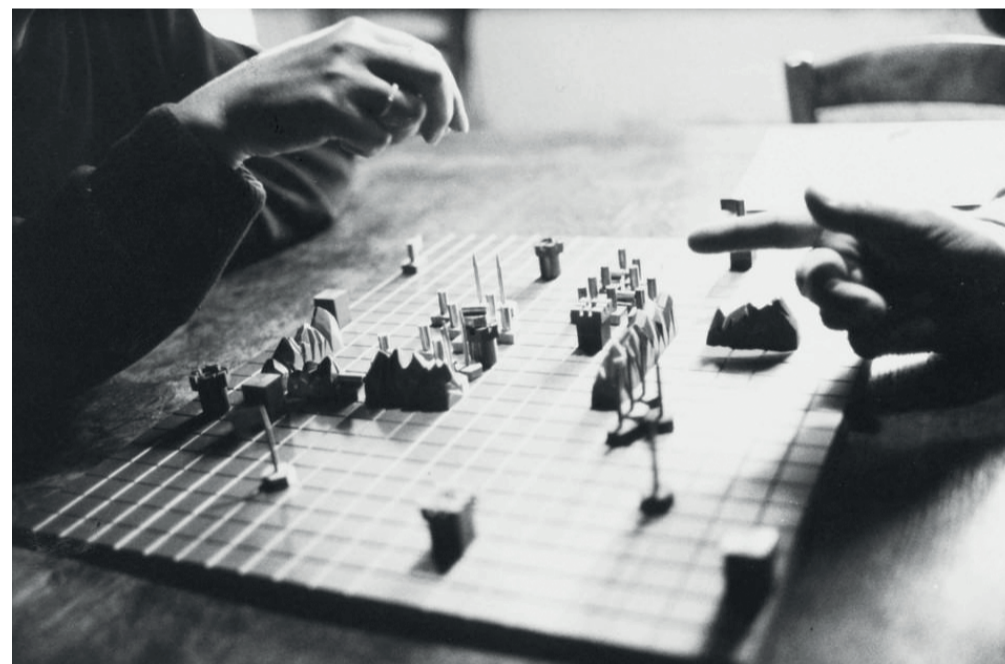
Ça, on l'entend beaucoup. Cantona en avait parlé il y a quelques années. Nul doute que lui, qui a été très bien payé durant sa carrière, peut en retirer des sous.

Mais ce n'est pas du tout le cas de la plupart des participants de ce mouvement contre la vie chère ! La réalité, c'est que dès le 15 du mois, nous sommes bien nombreux et nombreuses à l'avoir retiré, tout notre argent des banques, et même plus, on creuse le découvert ! C'est d'ailleurs l'une des bases de cette mobilisation !

Il n'y a pas d'intérêt (sans jeu de mot) à se focaliser sur les banques. Elles ne sont qu'un aspect de cette société, qui toute entière est à jeter. Et à se focaliser là dessus, on risque de lâcher sur tout le reste.

Pratiquer le boycott ?

Ici et là, on parle du boycott. Et de nombreuses personnes disent que nous serions plus efficaces en organisant le refus de la consommation, plutôt que par les blocages ou les grèves. Le problème, c'est qu'à la base même du mouvement, il y a un constat : nos dépenses sont contraintes. Cela veut dire qu'une



fois enlevées les dépenses obligatoires, sur lesquelles on n'a pas de marges de manœuvres, comme le loyer, l'essence, les factures diverses, il nous reste bien peu. Alors proposer de mieux choisir ce que l'on consomme paraît bien illusoire : seuls les riches en ont les moyens, et d'ailleurs eux le font déjà, sans que cela remettent en cause le système ! Croyez-vous vraiment que les riches font leurs courses à Auchan ? Eux achètent des produits bio, du foie gras équitable, des bons produits sans saloperies, sans pesticides, de luxe. Et c'est bien parce que nous n'avons pas la liberté de faire de même que nous sommes en mouvement !

Et le Frexit ?

Sur le plan d'une stratégie plus générale, un mot d'ordre prend de la vigueur

chez les gilets jaunes : puisqu'une grande partie des problèmes, à commencer par la législation, provient de l'Union Européenne, la solution consisterait à quitter l'UE pour appliquer une politique différente. C'est une perspective qui est partagée au-delà du clivage droite-gauche, par des courants qui se disent souverainistes. Il s'agirait de revenir à une situation où ce serait la population du pays à qui reviendrait la souveraineté. Le problème ici, c'est la confusion entre la population et l'Etat. Or, rien n'indique que sortir de l'UE rendrait le pouvoir à la population, à commencer par les exploités ! Pour cela, il est non seulement illusoire, mais dangereux de faire confiance à l'Etat, ou à la démocratie représentative. Bien sûr, certains répondront qu'on pourrait tout de même essayer. « On fait

le Frexit et on avise. » C'est au mieux naïf, au pire malhonnête. Car s'engager dans une stratégie de ce type n'est pas innocent. C'est aussi s'en remettre aux politiques qui la portent et en suivant la feuille de route qui est la leur.

De plus, en identifiant l'UE comme l'ennemi principal, la stratégie du Frexit cible le mauvais adversaire. Bien sûr, les institutions européennes sont au service des possédants. Pourtant ces mêmes bourgeois peuvent très bien s'en passer, comme on le voit au Royaume Uni, mais aussi dans la plupart des pays du monde, qui ne sont pas dans l'UE. Voici pourquoi nous proposons plutôt une stratégie révolutionnaire qui cible le pouvoir des possédants, et non pas seulement une de ses manifestations.

C'est à nous, à la base, de prendre le pouvoir sur nos vies. C'est ce que nous avons commencé à faire avec les gilets jaunes. Et loin d'être un repli sur la seule France, la meilleure arme pour contester le pouvoir des possédants, c'est bien l'extension du mouvement au-delà des frontières. En somme, ce n'est pas à la France de sortir de l'Europe, mais bien plutôt au mouvement de sortir de la France, pour gagner le monde. Oui, c'est ambitieux. Et oui, ce n'est pas sûr que l'on gagne. Mais nous faisons ce pari. Ne faisons pas celui d'aménager notre défaite.

GILETS JAUNES CHERCHENT UNITÉ

« Ah, tu te rappelles du 18 novembre ? Quand on était tous ensemble, minuit passé, sur les ronds-points autour du feu ? » Cette phrase, on l'entend de plus en plus souvent. La nostalgie est un sentiment qui apparaît lorsque l'on est pas tout à fait satisfait du temps présent et qu'on y répond en disant « c'était mieux avant ». Et ça, en vrai, c'est pas très GJ. D'habitude on lutte au présent. On décrit souvent les premiers temps du mouvement comme un moment d'unité sans pareille. Mais il faut bien dire une chose, l'unité qu'on regrette était une unité dynamique dans un mouvement raz-de-marée. Les limites qu'on pouvait déjà percevoir, en particulier l'incapacité du mouvement à aller plus loin que la rue, n'étaient que des limites à dépasser, des pas à franchir. Et on faisait peu de cas des quelques propositions politiciennes incapables de cristalliser un torrent de lave bien trop fort, qu'il s'agisse des mesures gouvernementales ou bien des tentatives de récupération. Cette unité tenait à partir de l'immense force collective que ce mouvement déployait mais elle n'a jamais été une unité finie et homogène. Sauf qu'effectivement, puisqu'on n'a pas réussi à faire de chaque jour un samedi, notre mouvement a perdu un peu de son onde de choc et l'heure est au doute et à la discussion. Comment on continue ? Comment on fait peur ? Comment on lâche rien ? Si une nouvelle temporalité s'impose aux GJ, elle est aussi accompagnée d'un besoin de clarification.

UNE NOUVELLE TEMPORALITÉ

Le mouvement a besoin de se réinventer et les quelques dizaines de milliers de personnes encore actives en semaine sont logiquement épuisées par les actions de blocage, par les réunions, par les occupations de rond-point (dont certains sont tenus jour et nuit), etc. La manifestation du samedi, toujours aussi fournie, nous permet de nous retrouver et de temporiser le déploiement de nouvelles manières d'agir contre la galère. Le mouvement de grève des gilets jaunes intervient tard mais a le mérite d'inviter le mouvement à faire irruption dans notre quotidien fait de travail, de salle d'attente et de rendez-vous administratif et de continuer à aller chercher les gens. C'est souvent en ces temps difficiles que les frictions perceptibles depuis le début deviennent de véritables lignes de front. Ces lignes sont vouées à bouger mais elles représentent les fameuses tendances contradictoires du mouvement, qu'aucun GJ ne pourra éviter. Ce temps de la discorde doit être le temps de la clarification et du choix. Dans notre constante recherche d'unité, un dilemme s'impose : unité minimale ou unité maximale. Ces deux formes d'unité s'éloignent à mesure que le mouvement avance. La première propose une gestion de la crise, la seconde chantonne un air de révolution.

L'UNITÉ MINIMALE : ON CHANGE AVEC LES MÊMES ET ON RECOMMENCE ?

Si dans Jaune n°1, nous insistions sur le caractère global de notre mouvement,

c'était déjà pour contrecarrer des propositions qui nous promettaient de retourner au chagrin. Nous les Gilets Jaunes, on veut des trucs simples, basiques. On veut bien vivre et décider de notre vie. Dans cette phrase, il y a tout un monde politique et économique auquel on fait la nique. Parce que les bourgeois, s'ils veulent le rester, se mettront en travers. Et rien que de le dire dans leurs quartiers, ça les met hors d'eux. L'unité minimale est là pour apaiser cette tension. Les partisans de cette option ont pour vocation d'insister sur l'unité de tout le monde (le « peuple »), mais chacun chez soi (salariés, chefs d'entreprise, artisans, policiers, retraités, chômeurs), comme si le tout n'était pas connecté. Et quand ça coïncide, ils rappellent à l'ordre. Prenons l'exemple de l'augmentation des salaires et des minimas sociaux. Certains disent « Attention, les premiers impactés seront les patrons de TPE/PME qui ne pourront pas embaucher. » Comment un smicard peut-il entendre ce genre de phrase dans un mouvement contre sa propre galère ? Comment tu te retrouves à lutter avec des gens qui te proposent de rester dans la merde ? Prenons un second exemple. Certains parlent des cotisations sociales trop importantes pour certains patrons. Une partie de ces cotisations (et c'est bien sûr celles-ci qui sont attaquées actuellement avec la réforme du chômage et des retraites), c'est pour assurer tout un tas de moments de la vie où on n'a pas ou plus de taf ou besoin de ces centaines d'euros pour survivre tout simplement. Là encore, comment tu te retrouves à lutter avec des gens qui veulent œuvrer à la dégradation de tes conditions de vie ? Y en a même qui nous disent : « les manifestations font

du mal aux petits commerçants, il faudrait qu'on arrête de manifester ou bien au moins qu'on aille consommer chez eux ». Qu'est ce qu'ils ne comprennent pas quand on dit « On est fauchés et très fâchés » ? Ensuite, d'autres viennent te proposer des solutions de gestion de la crise qui reviennent à écraser les prolos venus d'ailleurs pour continuer à exploiter celles et ceux d'ici : gestion dure des flux migratoires (déjà fait), chasse aux sans-papiers sur le territoire (déjà fait), Frexit etc. Ils nous proposent de nous enfermer à double tour, de barricader la porte comme si le loup capitaliste n'était pas déjà dans la bergerie française. Quand on propose une réponse nationale à un problème mondial, c'est qu'on est prêt à se défendre au dépend des autres galériens de cette Terre et c'est précisément ce que les capitalistes du monde entier espèrent de nous en ces temps tumultueux : être divisés et contrôlables. Il en va de même de tous ceux qui veulent nous persuader qu'un simple changement constitutionnel et légal (Assemblée Constituante, RIC, Vième République etc.) nous permettra d'atteindre notre objectif : sortir de cette vie misérable. L'unité minimale est là pour nous dire « Nous avons une solution qui conviendra à tout le monde ». Pour être sûr de ne gêner personne, et surtout pas les classes dominantes dans leur tranquillité, il s'agit de ne rien changer à ce qu'on vit aujourd'hui. C'est cette unité que l'on retrouvera dans toutes les tambouilles politiciennes qui sortent du mouvement. On l'a vu, il y a plusieurs façons de perdre et leur unité s'apparente à un panier de crabes. Heureusement, l'unité maximale est là pour mettre tout le monde d'accord !

L'UNITÉ MAXIMALE : LES GJ N'ONT RIEN À PERDRE

Contrairement à l'unité minimale, l'unité maximale ne se contente de rien. C'est contre toutes les limites auxquelles on se retrouve confrontés qu'on la réalise. Elle apparaît au fur et à mesure quand toutes nos situations particulières se transforment en une position commune, à force d'entente, de confrontation, d'élaboration collective. C'est une unité de rupture. Ce bouleversement dans nos vies se traduit par le refus collectif de notre situation de sans-réserves, travailleurs

ou chômeurs. Il est souvent question des artisans, des petits patrons ou encore des auto-entrepreneurs (souvent salariés déguisés) chez les GJ. En effet, chez certains, la faillite est pour demain et c'est pour ça qu'il y a un sens à leur présence dans le mouvement. Seulement, ce n'est pas à la masse des sans-réserves que nous sommes de nous aligner sur les petits patrons. Lutter pour leur intérêt particulier, c'est revendiquer une meilleure marche du capitalisme pour eux, tandis que nous, que ça marche ou pas, on est toujours dans la même position de prolétaires sans-réserves. La concurrence et la ruine les ramèneront à nos côtés, nous qui n'avons rien à défendre à part nous-mêmes. C'est en ce sens que l'unité maximale part de la situation des gens qui n'ont rien à faire valoir comme monnaie d'échange dans ce monde marchand. Voilà la seule unité qui vaille le coup d'être explorée pour en finir avec cette vie de merde. L'unité par et pour ceux qui veulent en finir radicalement avec ce système.

Mais l'unité maximale est-elle en mesure d'exister en dehors d'une révolution ? Rien n'est moins sûr. Sans ce mouvement, nous sommes tous renvoyés à nos situations particulières et à notre isolement. Nous sommes encore des dizaines de milliers à vouloir nous battre contre l'écrasement que le capitalisme et ses États nous font subir. Et peu veulent lâcher l'affaire. Nous avons tous fait l'expérience d'un mouvement sans tête, irrécupérable, incontrôlable et offensif. Ce ne sont pas les GJ d'aujourd'hui qui vont abattre seuls le système mais notre façon de faire s'apparente à un virus particulièrement volatile que tout un chacun peut attraper. On a beaucoup de bonnes idées à partager avec les gens qui galèrent comme nous ! Il ne suffira pas de demander aux gens de nous rejoindre dans la rue. Il faut dès à présent aller sur les zones de conflit comme beaucoup de GJ l'ont déjà fait précédemment et y défendre la solidarité et l'autonomie des luttes contre tout ce qui fait qu'on perd depuis des années. Le gouvernement va continuer à attaquer tout ce qu'il peut attaquer, mais un spectre hante son monde et il porte un putain de gilet jaune. Bouh !

« J'fais pas de politique, car c'est une mascarade, avec mes camarades nous on trouve ça juste humoristique ! »

Jazzy Bazz, 64 mesures de Spleen.



QUI SONT LES NÔTRES ?

Depuis le début de ce mouvement, deux symboles se font une certaine concurrence sur les ronds-points. Le gilet jaune et le drapeau bleu blanc rouge. Bien sûr, beaucoup ne le diraient pas comme ça. Ils diraient que le drapeau est le symbole du peuple français, là où le gilet jaune est celui de la lutte et donc que les deux sont complémentaires. Et c'est vrai que dans les deux cas, il s'agit pour ceux qui les arborent de signes de ralliement autour de quelque chose de commun. Mais il y a plusieurs sortes de communautés.

L'idée d'une communauté fondée sur l'appartenance à un territoire, définie par un Etat et la défense des frontières de cet Etat, est déjà vieille. On la retrouve dans les mythes fondateurs de l'Empire romain.

Dans ces légendes, la ville est fondée par deux frères jumeaux, Romulus et Rémus. Romulus aurait utilisé le soc d'une charrue pour délimiter les remparts de la future cité. Rémus, par défi, franchit ces remparts imaginaires. Il est aussitôt assassiné par son frère, qui déclare « Ainsi seront traités tous ceux qui franchiront mes remparts ».

Le message est clair. La communauté qui est proposée n'est pas ouverte à tout le monde. Elle est au contraire basée sur la stricte défense des frontières et tant

pis si celui qui veut les franchir est ton frère. Certains diront que c'est une dure réalité. Ils mettront en avant que chaque pays a son lot de misère et que finalement, défendre en premier lieu sa tribu, son territoire, ses compatriotes, est une fatalité humaine. Ils ont pour slogan *les nôtres avant les autres*.

Mais qui sont les nôtres ? As-tu vraiment plus d'intérêts communs, d'aspirations communes, de souffrances communes, avec les riches de France, qu'avec celui qui travaille avec toi sur le chantier, mais qui n'a pas les mêmes papiers ? Avec la famille Loréal, qu'avec un livreur chez un sous-traitant d'Amazon italien ou algérien ? Avec un autre Smicard, peu importe ses papiers, ou avec quelqu'un qui (ne) paie (plus) l'ISF ?

Le nationalisme, lui, dira que oui. Il dira que les Français, peu importe leur position sociale, ont plus d'intérêt commun ensemble que toute autre forme de solidarité, basée par exemple sur une situation commune. Mais qui cela sert-il ? Qui gagne à dire cela ? Qui est bénéficiaire du nationalisme ? Tout le monde connaît le proverbe diviser pour mieux régner. Il implique bien sûr que ce sont ceux qui règnent qui divisent les autres. Alors, reposons la question : qui règne ? Qui possède les richesses, et les moyens de produire plus de richesses ? Les

riches, les bourgeois. Et qui est divisé selon ses papiers, par les nationalismes ? Les pauvres, les travailleurs, chômeurs, ouvriers.

D'ailleurs, croyez-vous vraiment que la bourgeoisie pratique pour elle ce qu'elle nous demande à nous ? Croyez-vous vraiment que les riches français se sentent plus proches de vous que de leurs amis de tel ou tel pays, avec qui ils font du ski en Suisse ou à Dubai pendant que vous travaillez ? Ne soyons pas naïfs.

De nos jours, tout circule librement. Les marchandises. Les capitaux. Les riches. Tout, sauf ceux qui n'ont rien. Il existe même de nombreux pays, comme la Chine par exemple, où les ouvriers sont obligés d'avoir des passeports intérieurs et ne sont pas libres de se déplacer entre les différentes régions du pays. Alors, bien sûr, les gens bougent quand même. Il le faut bien, ils suivent le travail. En Chine, ils sont appelés les mingongs. Ici, c'est la même chose avec les ouvriers sans papiers. Comme ils sont illégaux, il leur est plus difficile de lutter pour leurs droits. De plus, ils font souvent les frais de préjugés racistes, qui d'ailleurs sont eux aussi très communs dans le monde entier : en Chine aussi, il y a du racisme contre les mingongs. Tout cela divise, ici comme là-bas, au sein des entreprises,

partout, les salariés : c'est un excellent moyen de nous affaiblir. Voici pourquoi nous ne sommes pas nationalistes.

Mais il existe une autre communauté : celle de la lutte. Ainsi, en France, depuis bien longtemps, une tradition révolutionnaire accueille tous ceux qui veulent lutter. Déjà, durant la Révolution Française, de nombreuses personnes originaires des quatre coins du monde sont venues prêter main-forte. Durant la Commune de Paris aussi (un soulèvement révolutionnaire des ouvriers et artisans parisiens), l'organisation des barricades a été en partie organisée par des révolutionnaires polonais.

Et on retrouve cette solidarité de la lutte et de la révolution dans bien d'autres époques et endroits du globe. C'est cela, la communauté qui nous rassemble. Aujourd'hui, elle a un cri de ralliement : le gilet jaune. Ce cri est universel et en cela, il est finalement plus proche de l'esprit des révolutions passées, y compris Française. Alors nous le disons haut et fort : nous sommes du côté du gilet jaune, de ce qu'il signifie de lutte commune, mais aussi de refus partagé de nos galères. De petits matins bleus à bloquer ensemble, comme de soirées où crépite un feu de palettes, à parler de nos conditions d'existences pourries.

Gilets jaunes de tous les pays, unissons-nous.

HOROSCOPE
GILETS
JAUNES



Né un 17 novembre, le mouvement des gilet jaunes est Scorpion

Amour

Le vrai est désintéressé. Méfiez-vous des grandes déclarations, surtout quand elles puent le calcul politicien et finissent par vous faire une liste aux européennes dans le dos.

Santé

Vous avez un léger terrain asthmatique, assez logique après trois mois dans les gaz. Ne négligez pas les exercices de souffle, notamment la grève. Si elle s'allie à des blocages de boîtes ciblées, alors elle est la plus belle des ventolines. Et n'oubliez pas : il s'agit d'une course de fond.

Travail

Vous abattez un boulot de dingue. Le risque : singer le fonctionnement des entreprises, avec ce que ça signifie de hiérarchie, priorité à la logistique, course à l'échalote sur le présentiel, surinvestissement, bureaucratie, petits chefs.

Soyons donc vigilants, évitons ces dérives, sous peine de crouler sous les démissions. Pensez à des temps festifs ! Et puis il y a des prisonniers à soutenir.

Perspective générale & conseil

Le scorpion est un signe fort. Il survit à tout... S'il évite de se piquer lui-même.

ICI LA RÉVOLTE, C'EST PAS DU THÉÂTRE !

Grâce aux Gilets Jaunes, la cité des papes connaît un moment inédit de son existence. Comme beaucoup de villes de taille moyenne, elle n'était habituée qu'aux défilés syndicaux traîne-savates mais, depuis le 17 novembre, la donne change. La taxe sur le diesel n'est plus qu'un lointain souvenir, car désormais ce qu'on veut c'est en finir avec la galère et la répression. Des centaines de personnes se révoltent contre la vie qui leur est imposée et passent à l'action. Les blocages de camions de marchandises et les opérations « péage gratuit » ont duré longtemps et reprennent sporadiquement, il y a eu aussi des blocages de plate-formes logistiques et de zones commerciales. En face les patrons ne sont pas tendre. Comme ce dirigeant d'entreprise de transport qui a recruté

d'anciens légionnaires comme vigiles pour empêcher le blocage de sa boîte qui ravitaille les grandes surfaces. Le patron d'Auchan a lui tenté de monter les pauvres les uns contre les autres en faisant du chantage à l'emploi. Les petits commerçants ne valent pas mieux. Ils répètent en boucle qu'ils sont du côté des Gilets Jaunes, mais cela fait longtemps qu'ils sabotent la lutte en voulant dissuader de bloquer ou de manifester. Ils veulent nous faire pleurer sur leur tiroir-caisse car leur plus grande hantise est de devenir comme nous, des galériens, des smicards, des chômeurs ! Mais ils se font de plus en plus rares, car c'est bien les blocages économiques et le désordre provoqué par les manifs qui mettent à mal le gouvernement, et les Gilets Jaunes l'ont bien compris.

Cela a par exemple donné : le 1er décembre, la préfecture et la maison du préfet ont été attaquées ; le 8 des barricades sont montées dans le centre-ville pour résister à la police ; le 19 janvier de nouveaux affrontements ont eu lieu, commissariat et mairie sont pris d'assaut ; désormais les vitrines de banques se mettent même à voler joyeusement en éclats ! La dernière fois que le centre-ville d'Avignon a connu autant d'heures d'émeute c'était... durant la Révolution française. Aujourd'hui les « gueux » déchirent l'image vendue aux touristes d'une ville carte postale !

Mais le pouvoir est bien décidé à ne rien lâcher. Avec l'aide de sa police, de sa justice et des médias locaux, il tente de marginaliser et diviser les révoltés. Avignon compte déjà plus d'une

dizaine de Gilets Jaunes condamnés à de la prison et de nombreux blessés. Alors pourquoi accepter l'appel au « dialogue » d'élus comme le député LREM Cesarini ? Ceux qui luttent n'ont rien à négocier, rien à discuter avec ceux qui représentent les exploités et ceux qui ordonnent la répression. Nous n'avons pas de doléances, juste des exigences ! Mais pour nous libérer de nos chaînes, le rapport de force doit monter d'un cran. Cela passera notamment par la grève (et si les syndicats ne se réveillent pas, il faudra se passer d'eux). C'est le seul moyen de bloquer efficacement l'économie tout en nous donnant le temps de penser et de nous organiser sur une base égalitaire. Nous écrivons l'histoire, faisons en sorte que cela soit en notre faveur !

L'AUTO-ORGANISATION C'EST COOL MAIS C'EST LONG !

Nous avons tous ressenti l'immense force que possède le mouvement. Un tel rapport de force n'avait plus été possible depuis des décennies. Et nous avons construit cela de manière horizontale. Personne ne l'a confisqué ou dirigé en sous-main. Ni syndicats, ni partis. Même les leaders auto-proclamés nous les avons tous refusés ! Que ce soit pour les prises de ronds-points, les blocages économiques ou les manifs du samedi, nous nous sommes organisés dans le mouvement, par le mouvement et pour le mouvement, avec toujours en perspective l'élargissement et le renforcement. Trois mois de lutte acharnée plus tard, nous constatons une certaine baisse de la fréquentation des lieux où l'on s'organise. Pourtant il règne un consensus : ancrer le mouvement dans la durée, défendre les espaces d'organisation que nous avons créés, tout en évitant la sclérose.

UN MOUVEMENT QUI PART DANS TOUS LES SENS !

Par chez nous, il y a plusieurs espaces où l'on se capte et se coordonne.

Il reste deux ronds points tenus dans Toulouse, à l'ouest et au nord de la ville. L'un pas loin de l'entrée d'un centre logistique, la Socamil, l'autre d'une zone industrielle le rond point de Sesquièrre. Ce sont des lieux occupés en permanence (la Socamil pas de nuit, Sesquièrre si) des lieux de passage, où l'on est sûr de trouver des Gilets.

On y passe pour avoir des infos, discuter avec des camarades de lutte autour d'un café, voir ce dont on a besoin pour que l'occupation se fasse dans les meilleures conditions, en profiter pour diffuser des textes auprès des voitures qui passent ou même organiser des actions de blocage ou autre afin de renforcer de le mouvement. Bref, le quotidien de la lutte au sens large.

Un point-info fixe se tient aussi à 18h du lundi au vendredi dans le centre ville, dans le quartier de Saint Cyprien. Il permet d'ancrer la lutte dans le quotidien, de se retrouver et se tenir au courant. Ce point-info apporte un ancrage géo-

graphique de plus. Il tient une assemblée tous les mercredis sur la place du Ravelin, à 18h.

Depuis deux mois, une assemblée générale à l'échelle de la ville a également vu le jour. Appelée à l'origine pour fédérer les groupes des ronds points, elle a connu depuis pas mal de fluctuations. Elle se tient tous les 15 jours. La première rassembla plus de 600 personnes mais sa fréquentation chute de quinzaine en quinzaine.

C'est qu'en tant qu'espace central d'organisation du mouvement sur la ville, cet assemblée concentrait pas mal d'enjeu. On y a longtemps, et sûrement trop, débattu de la question du vote et des prise de décisions. Un reproche assez récurrent ces dernières semaines est aussi d'être trop déconnectée du mouvement réel. Pour autant, maintenir un espace où nous rencontrer est une nécessité, d'autant que c'est depuis cet espace que sont nés plusieurs groupes ou commissions qui permettent d'organiser le mouvement.

Une commission action se réunit une fois par semaine. Le nombre y est variable, d'une petite centaine à plus de 300. On s'y retrouve pour préparer tout

un tas d'actions en vue de construire le rapport de force, visibiliser le mouvement, bloquer l'économie, montrer en acte notre soutien à ceux qui galèrent, tout ce qui nous permet d'agir contre nos merdiques conditions de vie et de travail.

La commission se tient en plusieurs temps. Après un premier temps de discussion en assemblée plénière, nous nous retrouvons en atelier pour avancer sur les diverses propositions, avant de faire un retour en fin d'assemblée avec l'agenda de la semaine.

Certains ateliers sont permanents. Celui sur l'organisation des manifs se tient depuis le début de la commission. On y définit le lieu de départ, et on a essayé plusieurs tactiques, comme des points de ralliements intermédiaires en cas de coupures par la police, la mise en place d'éclaireurs. Pour autant, ce n'est pas du tout le seul lieu de préparation des manifs. Ainsi, des groupes s'organisent pour ramener en manif des banderoles renforcées afin de se protéger des flash-ball.

Plus récemment une commission grève et jonction qui vise à s'organiser avec les boîtes en grève sur la région, dans la perspective de faire tâche d'huile, s'est mise en place. Elle se tient durant la com action. Elle dispose aussi d'un canal Telegram. L'idée est d'appuyer, partout où c'est possible, les gilets jaunes en lutte sur leur lieu de travail, de faire la jonction avec les salariés.

Parmi les actions organisées avec la com action, citons des blocages routiers comme celui du 13 janvier dernier, des blocages d'entreprises, des actions de soutien à des travailleurs en grève, des occupations de pôle-emploi en solida-

rité avec les chômeurs.

Une commission communication fait le lien avec les différents admin et se tient une fois par semaine. Il s'agit surtout pour cette commission de servir de relais au différentes initiatives.

Une commission politique/revendication ne s'est pour ainsi dire jamais tenue, devant l'impossibilité de nous mettre d'accord (et de nous limiter) sur une liste de revendications.

Une commission de Défense Collective (DC) s'est montée pour s'organiser contre la répression. Vous retrouverez dans ce numéro de JAUNE le texte de présentation de la DC.

Enfin, un ensemble d'espaces virtuels d'organisation se sont mis en place. Notamment des groupes Telegram et Signal pour l'organisation concrète. Des groupes et pages facebook existent aussi, vous vous en doutez ! Ce sont les cadres les plus classiques du mouvement. Ils sont pour autant beaucoup moins utilisés qu'au début, notamment chez les GJ les plus actifs.

Il est bon de noter qu'à Toulouse, nous avons eu la chance de voir se monter la première brigade de police spéciale « GJ » avec une insistance sur l'aspect cybercriminalité. Les instructions n'ont peut-être pas fini d'apparaître.

Voici un petit panorama, pas exhaustif bien sûr. Une chose est sûre, conserver ce maillage d'organisation est précieux. Tout cela est à construire ensemble en évitant le repli sur des petits groupes affinitaires, tendance qui menace le mouvement depuis ses débuts.

Et vous, comment ça se passe par chez vous ?

La Défense Collective c'est quoi ?

Dans le mouvement qui agite Toulouse, la répression policière et judiciaire est massive et machinale. Semaine après semaine, le nombre de blessé·es et de peines lourdes ne cesse d'augmenter. Pourtant, semaine après semaine, nous revenons, toujours en nombre, toujours déterminé·es.

La Défense Collective (DC) se veut une arme contre la répression. Elle se déploie sur tous les terrains où frappe celle-ci, via une série de pratiques.

Des conseils pratiques

- En manifestations, pour s'organiser et opposer un bloc uni à la répression.
- En garde à vue, au tribunal, pour s'y défendre et ne plus subir les tactiques répressives.
- Partout où cela semble nécessaire pour la défense du mouvement.

Des collectes d'argent

- Pour soutenir les réprimé·es du mouvement.

- Pour distribuer du matériel de protection minimum afin de protéger les manifestant·es.

Le soutien matériel et moral des incarcéré·es, inculpé·es, réprimé·es du mouvement.

- Participation au soutien financier des prisonnier·es.
- Appui aux proches des prisonnier·es.
- Contributions aux frais de justice.
- Maintien du lien entre les incarcéré·es et l'extérieur, via des lettres, du soutien, des manifestations diverses.

La DC n'opère pas de dissociation entre les manifestant·es

Nous défendons tout le monde. Nous refusons tous les discours et pratiques qui nous divisent et offrent une partie du mouvement à la répression (stigmatisation des « casseurs », appel à la délation, etc.) Dans la même logique, nous refusons de nous défendre au détriment



des autres, et en particulier les actes de délation.

Nos meilleures armes restent l'unité et la solidarité. La police et la justice ne servent qu'à défendre l'ordre social que nous combattons tou·te·s ensemble au sein des Gilets Jaunes. C'est en renforçant toujours d'avantage notre mouvement que nous mettrons en échec la répression.

Pour contacter la DC : defensecollectivetoulouse@riseup.net

La DC se retrouve deux fois par semaine : une permanence pour les inculpés et un espace d'organisation.

LOI ANTI-MANIFESTANTS : DES TRIBUNES À LA RUE, NOUVEAU STADE DANS LA RÉPRESSION

ON REPRODUIT CE TEXTE REÇU DU GROUPE ASAP DE RENNES (ASAP.NOBLOGS.ORG) QUI OFFRE LA MEILLEURE ANALYSE ACTUELLE DES LOIS RÉPRESSIVES QUI VONT PLEUVOIR SUR NOS TÊTES DANS LA CONTINUITÉ DES DERNIÈRES DÉCENNIES...

Avec le mouvement des « gilets jaunes », comme avec tous les mouvements sociaux, ressurgit dans le discours politique et médiatique (qui se confondent toujours plus) le spectre des « casseurs ».

Dès le 17 novembre et la première manif parisienne, les affrontements avec la police et les attaques contre des commerces et des administrations semblent se généraliser lors des différents « actes ». La diffusion de ces pratiques à l'ensemble du territoire, leur répétition et le soutien assez massif dont elles bénéficient n'a pas empêché les politiques et médias de mettre en route le logiciel habituel : dénoncer des violences « en marge », l'infiltration de « casseurs voulant seulement en découdre », « des débordements inacceptables qui nuisent à une colère compréhensible » et bla et bla et bla...

Le but est évident et le même qu'à chaque mobilisation, créer la division entre les manifestants, pour semer la zizanie en interne et justifier la répression féroce contre l'ensemble du mouvement en essayant d'en enfermer une partie dans la figure du « casseur ».

Et quand ça ne prend plus on essaie d'intimider les manifestants comme Castaner qui affirmait le 11 janvier en direct sur Facebook : « ceux qui viennent manifester dans des villes où il y a de la casse qui est annoncée savent qu'ils seront complices de ces manifestations-là » au mépris de toute catégorie juridique !

Apparemment la féroce répression policière (des milliers de blessés) et judiciaire (+20 % des comparutions immédiates, des peines de prison ferme à la pelle, des contrôles judiciaires de bâtarde) ne suffit plus. Le gouvernement dans sa fuite en avant sécuritaire annonce une loi anticasseurs et propose de récupérer un projet de lois des républicains, votée au sénat à l'automne dernier à la suite du mouvement étudiant du premier semestre 2018.

Plusieurs mesures annoncées dans ce projet, adopté aujourd'hui en commission des lois de l'Assemblée nationale :

La création d'un « délit de dissimulation volontaire du visage dans les manifestations » qui était auparavant une contravention de seconde classe (150€ d'amende) devient passible d'une peine de 15 000€ d'amende max et d'un an d'emprisonnement, manière facile de racketter des thunes aux prols qui luttent. Et en plus, les députés ont accepté un amendement proposant pour ce nouveau délit d'inverser la charge de la preuve, en clair ça n'est plus à l'accusation d'amener la preuve que le mis en cause était masqué pour commettre des troubles mais bien à ce dernier de dé-

montrer qu'il avait une raison tout autre, un « motif légitime » de se masquer (swag, froid, pollution...).

Deuxième mesure : la mise en place d'interdictions administratives de manifester sur le modèle des interdictions administratives de stades. En l'état le texte prévoit la possibilité pour les préfets :

« Lorsque, par ses agissements à l'occasion de manifestations sur la voie publique ayant donné lieu à des atteintes graves à l'intégrité physique des personnes ainsi que des dommages importants aux biens ou par la commission d'un acte violent à l'occasion de l'une de ces manifestations, une personne constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, le représentant de l'État dans le département ou, à Paris, le préfet de police peut, par arrêté motivé, lui interdire de participer à une manifestation sur la voie publique ayant fait l'objet d'une déclaration ou dont il a connaissance. »

Lors de son premier passage à l'Assemblée le texte a même été enrichi de la possibilité pour les préfets d'interdire de manif un individu pour un mois sur l'ensemble du territoire national et ainsi empêcher d'aller manifester avec les camarades dans les autres villes ! En somme, des critères bien vagues laissés à l'interprétation des préfets et basés sur les allégations des services de renseignements de police.

On observe un élargissement du pouvoir donné aux préfets pour interdire de manif à peu près n'importe qui participant de près ou de loin aux mouvements sociaux ! Cette mesure sera appuyée par la création d'un fichier national des casseurs qui sera a priori intégré au sein du fichier national des personnes recherchées. Le flou volontaire laissé sur ces questions permet d'imaginer une répression importante à venir contre les mouvements sociaux basée sur une réduction générale des garanties de liberté individuelles, notamment depuis la promulgation de l'état d'urgence en 2015.

Le discours gouvernemental qui as-



sume de trouver l'inspiration dans la politique de lutte contre le « hooliganisme » n'est pas anodine. Les mesures répressives créées pour lutter contre « la violence dans les stades » sont aujourd'hui principalement utilisées contre le supporterisme organisé. En cela l'État français est dans la tendance européenne, on teste des mesures sécuritaires dans les stades, contre des mouvements montrés du doigt comme marginaux et violents (les mouvements ultras et hooligans assimilés dans le discours public) puis on les adapte pour la répression sociale plus générale contre les prols et les mouvements sociaux !

L'inspiration des mesures anti-supporter (car c'est bien de ça dont il s'agit créer un foot calme, aseptisé, facilement vendable à l'export et en adéquation avec l'augmentation général du prix des places et des droits TV) est claire quand on lit l'article L.332-16 du code du sport qui encadre les interdictions administratives de stade.

Dans les deux cas c'est le même processus préventif qui entre en jeu, une interdiction de manif comme de stade c'est une décision qui est délivrée par une autorité administrative et qui t'interdit de circuler sur un territoire donné sans aucune forme de procès.

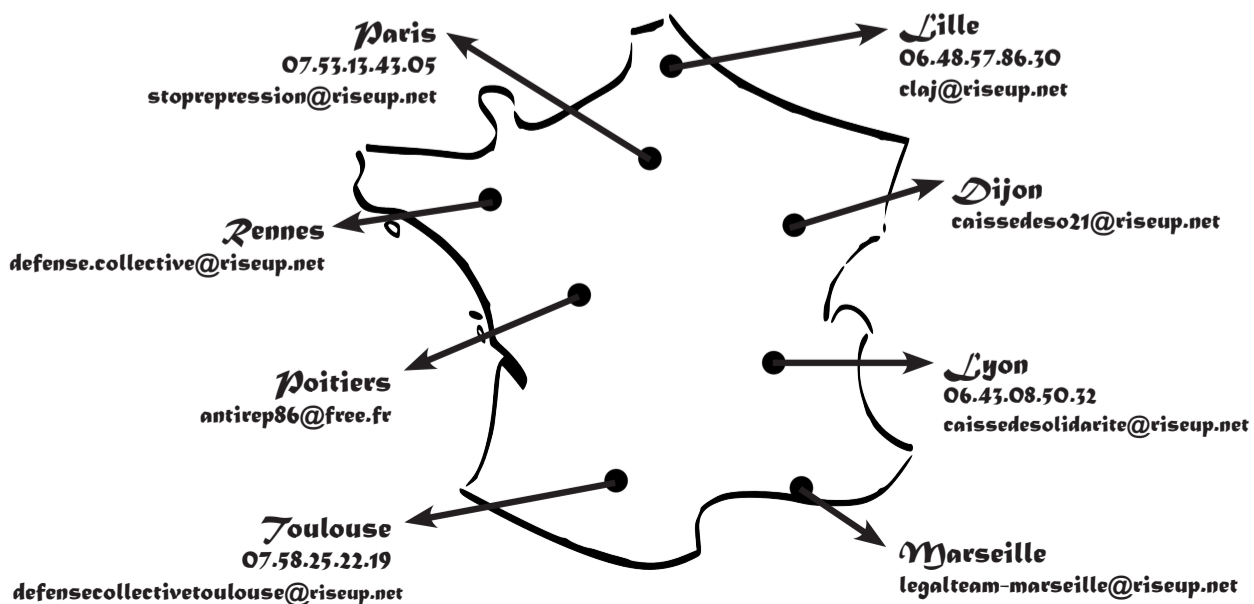
Les représentants de l'Etat se voient confier la possibilité de prendre des mesures impactant violemment les libertés individuelles sans possibilité de se défendre (contrairement au tribunal). Au delà d'une attaque contre les possibilités de se défendre ce sont aussi des mesures préventives dont le pouvoir espère sans doute qu'elle permettra de désengorger les tribunaux saturés par la répression !

Les responsables diront qu'on peut faire un recours au tribunal administratif mais on sait très bien que ces recours aboutissent peu. C'est bien des mesures

parajudiciaires enlevant à l'accusé ses possibilités de défense dont il s'agit et c'est en cela qu'elles doivent être combattues. On ajoutera que les garanties de libertés individuelles ne peuvent être défendues séparément. Les supporters tirent la sonnette d'alarme depuis des années sans être écoutés et depuis l'annonce du projet de lois anticasseurs la gauche propre sur elle défile sur les plateaux TV, non pas pour remettre en cause les attaques sur les libertés, mais pour dire qu'on ne pouvait décidément pas comparer les manifestants à de vulgaires supporters de foot. Des stades de foot aux entreprises ou à la rue ce sont les même processus qui sont en cours. Nous vivons une évolution autoritaire du capitalisme libéral, au service du profit et de la paix sociale.

Rappelons qu'en 2015 et 2016 de nombreux participants aux mouvements sociaux avait été visés par des interdictions de manif basées sur un détournement de l'Etat d'urgence permettant d'interdire à un individu de paraître dans un périmètre. Demain la possibilité d'interdiction de manif sera écrite dans la loi, nous ne demandons pas d'application juste de la législation mais qui sait comment cette mesure pourra être détournée ? Il s'agit maintenant si nous voulons pouvoir continuer à lutter pour nos idées, nos conditions d'existence ou pour nos équipes de défendre nos garanties et de combattre ces mesures. Refus collectif de se soumettre aux interdictions, diffusion du masquage pour lutter contre la pénalisation du fait de se masquer et contre l'identification... Ne cédon pas à la peur que veut installer la répression, affirmons notre solidarité contre la justice qui nous frappe, qu'elle soit pénale ou administrative !

Carte de comités, caisses ou collectifs à contacter pour s'organiser collectivement face à la répression



DE LA VIOLENCE ASYMÉTRIQUE

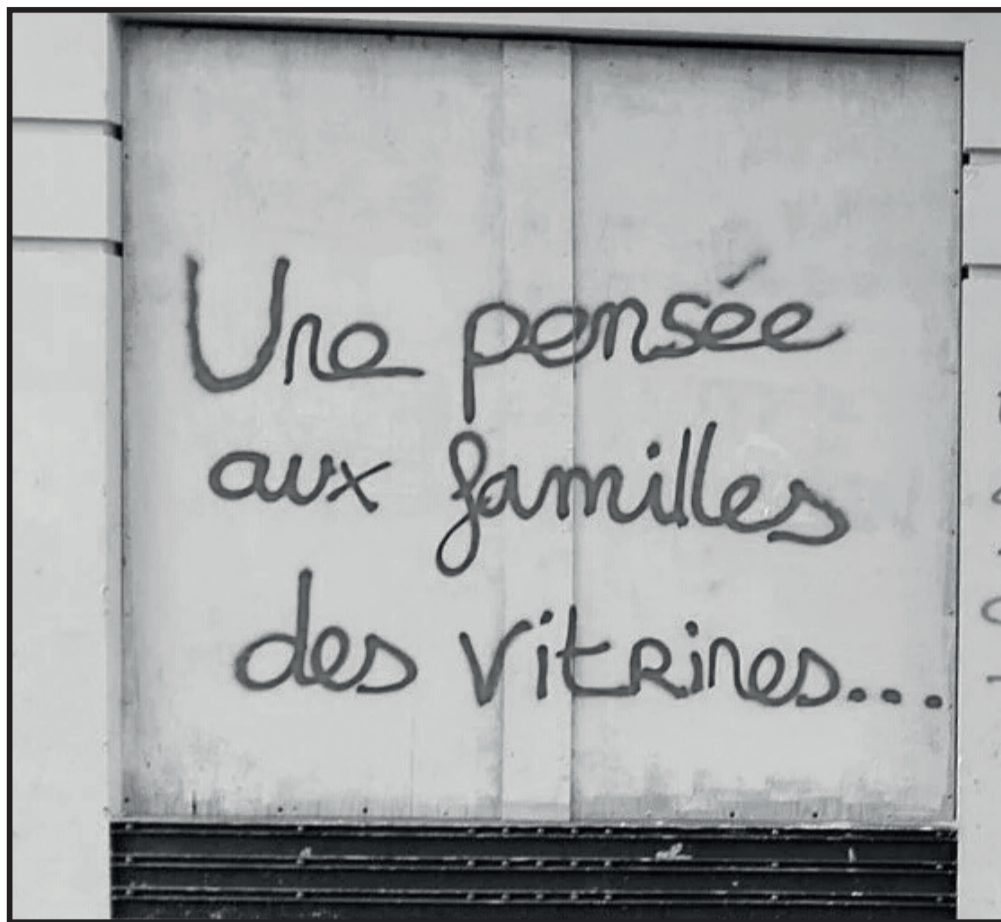
L'État est une bande d'hommes armés (Engels)

Alors qu'on nous annonce un fichage généralisé dans le cadre d'une énième loi anti-casseurs, tradition remontant au sinistre Raymond «la matraque» Marcellin en 1970, quelques réflexions sur la violence et sa représentation dans le mouvement des GJ.

«Foule haineuse», «complices de casseurs», «fainéants», « tueurs de flics », ont répété la plupart des médias jusqu'à satiété avec, pour illustrer leur propos, rien de mieux à offrir que des graffitis sur l'Arc de triomphe, un élégant boxeur repoussant cinq hommes suréquipés à mains nues, quatre motards pistolets en main essuyant un tir de sapin de Noël, ou une bande de pieds nickelés défonçant une porte au transpalette.

En face, une dénonciation tout à fait naturelle de la brutalité des forces de l'ordre. Et, ce qui est assez nouveau, peu ou pas de dissociation entre «bons» GJ et «méchants» casseurs.

Remettons d'abord une pendule à l'heure. On a beaucoup glosé sur une violence inouïe, supérieure à celle de mai 68. Sans remonter à Charonne (9 morts) ou au 17 octobre 1961 (entre 150 et 200 morts) on rappelle que les manifestations de mai 68 ont fait 7 morts (dont un commissaire de police). Dans le mouvement GJ, une femme a été tuée par un tir de grenade à Marseille et nous en sommes à environ 200 mutilations recensées ce qui est, certes, énorme,



obsécure mais reste dans la logique de confrontation, d'écrasement, qui fait la réputation d'une police française obéissant aux ordres.

Mais quel que soit le degré de violence à laquelle nous sommes confrontés, la débauche de lacrymogènes, de balles en caoutchouc, de blindés, il y a une étape pas encore franchie dans l'escalade. L'image du sniper sur un toit de Paris, le 8 décembre, est là pour nous le faire savoir.

Car, entre tabassages au petit bonheur et peines de prison à la louche, il s'agit

avant tout d'implanter une peur souveraine au sein d'une population qui commence à la perdre.

Côté Gilets Jaunes, mouvement dès l'origine parti sur une base joyeusement illégale (blocages, péages neutralisés, manifestations non déclarées) on constatera un usage divers de la force.

Une violence diffuse et spontanée s'exerçant sur des objets symboliques. En campagne, radars sabotés, péages incendiés, domiciles de politiciens repeints. Ce qui reste au niveau de n'importe quelle protestation agricole. En

milieu urbain, des bris de vitrine en général ciblés sur les banques, assurances, agences immobilières ou symboles du luxe.

Malgré les délires officiels, on reste stupéfait par la rareté de l'usage d'armes basiques comme les cocktails Molotov, si communs dans les manifestations des années 70. Est-ce dû au dispositif policier de fouilles ? À une responsabilité extrême de manifestants refusant de s'abriter derrière une foule ? Au fait qu'on se contenterait d'une mise en scène, d'une représentation de la violence qui, malgré la spontanéité des premiers temps de l'émeute de décembre vire, petit à petit, à un rituel ?

Pour l'instant, l'inédit réside surtout dans le niveau de confrontation mené dans des villes moyennes, avec une absence d'opposition entre manifestants «pacifistes» et «radicalisés», dûe à l'absence de chefs du mouvement.

Il va falloir songer à s'extraire de rendez-vous qui risquent fort de virer à une routine dans laquelle nous serons perdants car épuisés et sous équipés.

En songeant, par exemple, à comment les métropoles régionales ne doivent pas vampiriser leurs alentours. Soyons aussi là où le pouvoir ne nous attend pas. C'est à dire partout.

En refusant toute distinction entre manifestants.

Et, quelles que soient les pratiques, en tuant cette peur, si naturelle, avec laquelle on prétend nous gouverner.

CASSEURS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

« Aujourd'hui, une toute petite minorité prend en otage ceux qui manifestent... faire en sorte que nous puissions manifester (...) sans pour autant subir les brutes. Je parle bien de brutes, non pas de casseurs, qui considèrent que l'objectif, samedi après samedi est de briser des vies »

C. Castaner, le 29 janvier 2019, parlant des gilets jaunes.

« A Paris, quelques dictateurs odieux, qui se sont emparés d'une multitude égarée, qui la tyrannise, qui la conduisent malgré elle au feu... »

A. Thiers, le 27 avril 1871, parlant de la Commune de Paris.

A 150 ans d'écart, le discours du pouvoir divise toujours ceux qui protestent en deux camps. Les uns sont une petite proportion de délinquants : tous les autres sont des moutons égarés et « pris en otage » par la minorité violente.

Est-ce cela qu'ont vécu les communaux en 1871 ? Est-ce cela que nous vivons aujourd'hui ? Non. Il n'y a que des gilets jaunes divers dans leur manière de penser et leurs pratiques.

Ceux qui sont présentés comme « violents » s'en prennent à des agences bancaires ou des voitures de luxe. N'en déplaise à Castaner, aucune de ces choses n'est vivante. Ce n'est pas « la vie » qui est brisée, c'est la propriété des riches. Voilà le vrai scandale qui fait hurler tous les Castaners d'hier et d'aujourd'hui.

Quand aux affrontements avec la police, ils sont malheureusement encore en faveur de cette dernière. Le nombre de blessés et de mutilés montre que la première brute en France, c'est toujours l'État. Il serait bon que cela change un jour.

Si les policiers qui défendent un ordre social inégalitaire ne veulent plus être la cible d'une colère justifiée, ils peuvent toujours démissionner : promis, il ne leur sera alors fait aucun mal.

LES PETITS COMMERÇANTS DU CENTRE-VILLE

A Toulouse, 600 commerçants et artisans ont créé le Collectif commerçant en colère 31. Ils se plaignent des manifestations en centre-ville le samedi qui leur ferait perdre du chiffre d'affaire. Ils ont porté leurs doléances auprès du préfet de la Haute-Garonne. Ils réclament l'interdiction de toutes manifestations dans le centre ville de Toulouse le samedi, le dimanche et les soirs de la semaine, ainsi que le recours aux forces de l'ordre si ce principe n'est pas respecté.

Différents acteurs économiques (syndicats patronaux, chambre des métiers, collectivités...) ont décrété un « plan Marshall » pour leur venir en aide. La région Occitanie lâche 3 Millions d'euros (fond d'urgence, aides aux sinistres...). La mairie de Toulouse prévoit l'exonération des droits de terrasses pour 3 mois et la gratuité des places de parkings des marchés. De son côté, la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, Agnès Pannier-Runacher, a annoncé le 31 janvier d'autres mesures à venir

telles que le décalage de l'échéancier fiscale et sociale de 3 mois, la mise en place de chômage partiel payé par l'État, des autorisations du travail le dimanche ou l'abandon des créances pour les TPE en très grande difficulté.

Les petits commerçants du centre ville font le choix assez clair d'essayer de mettre fin au mouvement. Les Gilets Jaunes sont devenu à la fois leur bête noire, responsable de toutes leurs difficultés financières, à la fois leur monnaie d'échange, ce qui leur permet de négocier rapidement avec l'État. Taper du Gilet Jaune devient la suite logique, c'est faire bonne figure auprès des autorités pour mériter leurs avantages fraîchement acquis. Et tant pis pour les autres, de toute façon, c'est chacun sa merde.

A Montpellier, la CCI a fait encore mieux en embauchant 200 vigiles pour défendre les vitrines et leurs familles ...

JUSQU'OUÛ IRONS-NOUS ?

Des propositions concrètes pour aller plus loin en gilet jaune

Partout des débats ont lieu, parfois houleux, sur les suites du mouvement. On regarde ce qui a marché mais aussi ce qu'il nous manque. Et c'est bien, c'est la preuve que nous sommes un mouvement qui vit, qui veut avancer et non rentrer dans le rang comme l'espèrent les politiques, les médias et les patrons.

Nous aurions tort de faire la fine bouche. Le nez dans nos gilets, on a du mal à se souvenir de nos vies d'avant ce 17 novembre. 3 mois en jaune et l'impression qu'on l'a toujours été. Cette sensation nous rappelle une évidence qu'on avait fini par oublier tellement le capitalisme nous a atomisés, individualisés : nous partageons, nous l'immense majorité, une condition sociale commune.

LES GILETS JAUNES C'EST TOI, C'EST MOI, C'EST L'HISTOIRE !

« C'est jaune, c'est moche, ça ne va avec rien mais ça peut vous sauver la vie. » Rarement une pub n'a été aussi visionnaire. Quand on croise un autre gilet on se parle. Quand on tracte ou on bloque, on entend les klaxons d'approbation des travailleurs. La haine de Macron a joué un rôle de catalyseur, mais c'est bien davantage notre situation de galérien que nous avons reconnu en chacun d'entre nous. Bien sûr y a quelques bourgeois qui s'inventent une vie, quelques politiciens qui voudraient percer sur le dos de la lutte, quelques fachos qui cherchent à nous diviser et des idées politiques qui partent dans plusieurs directions, s'affrontent, se débattent. Mais cela est possible car nous parlons la même langue, celle que les bourgeois ne comprennent pas et préfèrent qualifier de beauf ou de sauvage.

Il y a des problèmes concrets que nous n'osons pas encore prendre à bras le corps et qui sont autant de perspectives pour la suite du mouvement, donc de nos vies. La question de la vie chère et de la baisse des salaires posent le cadre général d'une existence impossible dans ce système. Mais cette généralité cache tout un tas de situation particulières qu'on doit prendre en compte pour ouvrir des fronts de lutte. Le rapport de force global posé par le mouvement que nous vivons doit se répercuter dans tout ce qui fait de nous des prolos en galère. C'est le sens de nos propositions.

UN MOUVEMENT INUTILE ?

Avec le temps et le mépris gouvernemental, certains commencent à douter de l'utilité de continuer. Entre les sondages commandés par la bourgeoisie demandant l'arrêt du mouvement et les gros titres proclamant chaque semaine que « le mouvement s'essouffle », tout est fait pour nous mettre dans une perspective mentale de défaite. C'est une terrible erreur...

Si notre mouvement n'a rien arraché depuis décembre, il gagne en fait des choses invisibles tous les jours. Car Macron et sa clique avaient au programme un bon

paquet de mesures contre nous et c'est bien notre mobilisation qui les empêche de mener à bien leur mission. Réforme de l'assurance chômage, réforme du système de soins, réforme des retraites, hausse du gaz et de l'électricité... Le gouvernement a peur de voir les colères se coaguler et repartir de plus belle. De même les patrons, qui pensaient avoir un boulevard après la loi Travail, font souvent les timides pour ne pas attirer la colère de la rue dans leur boîte. Continuer notre lutte c'est à minima maintenir notre rapport de force contre l'État et les bourgeois et envoyer un message au monde entier. Mais c'est aussi conserver tout ce que nous avons déjà créé sur le terrain.

NOS BASES MATÉRIELLES

Nous avons gagné bien plus que quelques fausses miettes lâchées par Macron. Nos acquis se trouvent sur le terrain et constitue les bases de notre autonomie pratique et politique.

Partout nous avons arraché des lieux : des ronds points, des salles squattées, des parking de réunions éphémères, des boulevards le samedi. Défendons ces lieux. Ils représentent notre base logistique. Et ce en dehors de tout compromis avec un syndicat ou un parti. Ils seront extrêmement importants pour la suite et nous devons les mettre à disposition du plus grand nombre.

Partout nous avons constitué des réseaux : des rencontres devenues amis et camarades, des listes Telegram ou Signal, des AG, des commissions, des groupes de rond-point, des points info, des trips commando. Toute une communauté de lutte.

Ces bases et ces réseaux nous renvoient à une réalité : désormais plus aucun Gilet Jaune n'est seul face à ses galères ! Un huissier qui nous prend la tête ? Une possibilité de lutte là où on taffe ? Pôle emploi qui essaie de nous radier ? Nous avons tous désormais la possibilité d'avoir un lieu d'organisation et un réseau sur lequel nous appuyer pour nous défendre, et à l'occasion, défendre tous ceux qui se retrouvent dans les mêmes galères que nous.

UNE ATTAQUE CONTRE L'UN OU L'UNE D'ENTRE NOUS EST UNE ATTAQUE CONTRE TOUS !

Ces acquis, cette force, ne nous cantonnons pas à l'utiliser pour nous, même si c'est un bon début. Elle doit être au service de tous les exploités. Gardons en tête l'élargissement constant du mouvement comme une priorité pour éviter toute sclérose et repli sur nous-mêmes. Parce que quand ça se tasse, on se crispe et on s'engueule !

Cela passe par se recenser, se connaître. Qui travaille où ? Qui a des galères avec pôle emploi, la caf, la sécu ? Qui est menacé de se faire expulser de son logement ? Savoir combien nous sommes de GJ à bosser dans tel secteur de taf, telle

zone. Combien de collègues seraient prêts à suivre par sympathie du mouvement si une lutte se déclençait ? En se posant ces questions, notre mouvement s'engagerait alors dans ce que redoute la classe dominante : une autodéfense généralisée des sans-dents qu'ils exècrent.

Même sans contact préalable, n'ayons peur de rien. Allons devant les boîtes rencontrer les travailleurs pour leur proposer notre aide, recueillir des informations précieuses sur le fonctionnement de l'économie autour de chez nous. Les Gilets Jaunes sont une force connue et reconnue, servons-nous en. La grève du 5 février fût un échec mais le couple grève et blocage a déjà montré son efficacité. C'est en tissant une toile de contacts sûrs, partout, que nous encercleront nos plus redoutables ennemis.

Cela veut dire aussi ne pas oublier ceux tombés dans les filets de la répression. Soutenons les prisonniers et leurs proches comme on aide les blessés dans les manifs. Notre mouvement tient par la solidarité effective qu'il déploie. Comme nous le disions dans le premier numéro : « On se bat pour tout le monde » et on compte pas s'arrêter là !

Pour que samedi s'étende à tous les jours, voici des propositions au mouvement :

Proposition 1. Organisons la solidarité du quotidien. Assemblée de solidarité ou comités Grève & Jonction GJ etc. Peu

importe le nom. Effectuons un recensement des secteurs de lutte potentiels des GJ actifs dans le mouvement (travail, chômage, retraite etc.) et discutons de ce qu'on peut faire ensemble. Assurons une veille des conflits dans le coin où on est, établissons une cartographie des zones de conflit (avec les contacts et les informations précieuses pour notre intervention). Organisons des blocages en lien avec les grèves existantes. Revenons en contact avec les salariés de la zone qu'on bloque. Assurons le soutien logistique des grévistes (blocage de la boîte assuré par des gens extérieurs, paniers de légumes ou caisse de grève à destination des grévistes).

Proposition 2. Constituons des Défenses Collectives. Face à la répression, organisons une présence aux comparutions immédiates. Assurons le soutien financier des détenus. Proposons des espaces de rencontre entre les proches de détenus. Faisons de la formation pour se défendre contre la répression. Refusons la dissociation entre « bons GJ » et « méchants casseurs ».

Proposition 3. Mettons nous en contact. Diffusons les pratiques qui marchent. Les plans qui fonctionnent. Partageons nos expériences. Aidons nous mutuellement, entre groupes GJ, de partout.

Ce journal a besoin de votre aide pour continuer !

N'hésitez pas à lacher une pièce à celui qui vous l'a filé, c'est pas un escroc.

Discutons de la série de propositions au mouvement que nous faisons plus haut. Aidez nous à les diffuser, renvoyez nous des retours. Le premier numéro de JAUNE a circulé dans toute la France, et ailleurs. Quelques dizaines de milliers de personnes l'ont tenu entre leurs mains. Nous avons reçu des centaines de mails auxquels nous avons répondu. Mais ce n'est pas le mode de communication le plus adapté. Bien sûr, le mail que nous avons donné dès le premier numéro est toujours valable lizejaune@riseup.net. Mais c'est bien insuffisant et trop centralisateur. Nous allons donc créer un canal Telegram de diffusion, qui ouvrira la possibilité de créer aussi des canaux de discussions par zone régionale. Afin de faciliter la diffusion, mais aussi les discussions et le partage d'infos avec nous et entre lecteurs du journal.

